



La Tribune 8

www.avocats.be
DE L'ORDRE DES BARREAUX
Décembre 2002

Trimestriel – quatrième trimestre 2002 – Bureau de dépôt : Bru X

- La Maison de l'avocat
- Loi du 2 août 2002
- D.E.S.
- Soins de santé et hospitalisation
- Echo du barreau de Tournai



FONDS DE PENSION

- capital à l'âge de 65 ans
- + un montant de participations bénéficiaires
- au choix - réversible à 60 % sur la tête du conjoint survivant, du cohabitant survivant, des enfants de l'affilié ou un bénéficiaire au choix - ou non-réversible
- en cas de décès, le paiement immédiat d'un capital de survie
- cotisation annuelle à fixer librement entre 250 EUR et 2.375 EUR (par tranche de 125 EUR)
- les cotisations sont intégralement déductibles en tant que charges professionnelles (Art. 52/115, 6ème Par. du Commentaire Administratif du Code des Impôts sur les Revenus) quel que soit le revenu et donne lieu à une réduction importante sur les impôts

FONDS DE SOLIDARITÉ

- une allocation inconditionnelle de 3.000 EUR par an, à chaque orphelin d'un membre de la Caisse qui bénéficie d'allocations familiales légales et ceci jusqu'à l'âge de 25 ans. Dès le début d'études supérieures ce montant est porté à 4.500 EUR par an
- en cas de décès d'un membre de la Caisse, une allocation unique inconditionnelle de 3.000 EUR pour le conjoint survivant
- pension de survie complémentaire pour le conjoint survivant de maximum 7.500 EUR par an, après enquête sur les ressources
- pension complémentaire pour le membre à partir de 65 ans de maximum 7.500 EUR par an pour un isolé et de 9.000 EUR pour un ménage, après enquête sur les ressources
- intervention en faveur du membre en raison d'incapacité de travail de longue durée de maximum 7.500 EUR par an pour un isolé et de 9.000 EUR pour un ménage, après enquête sur les ressources
- d'autres allocations sont octroyées à des membres en difficultés



CAISSE DE PREVOYANCE
DES AVOCATS
ET DES HUISSIERS DE JUSTICE

Avenue de la Toison d'Or 64
1060 Bruxelles
Tél. 02 534 42 42
Fax 02 534 43 43
E-mail: info@cpah.be

www.cpah.be

EDITORIAL

5

RÈGLEMENTS

- Règlement sur le registre national entré en vigueur le 16 septembre 2002 6
- Règlement relatif à l'usage des technologies de l'information et de la communication 7

SUIVI LÉGISLATIF

- Etat de la question en octobre 2002 9
- Inventaire de divers règlements communautaires en matière de procédure 11

DOSSIER

- La Maison de l'avocat – présentation 12

RÉFLEXIONS

- La loi du 2 août 2002, un pas vers la répétibilité des honoraires? 14
- D.E.S. préparatoire aux fonctions judiciaires: état d'avancement des travaux 17

ACTUALITÉS

- Une assurance soins de santé et hospitalisation pour tous les avocats de l'Ordre des barreaux 18

ECHOS

- Echo du barreau de Tournai 19

REVUE DE PRESSE

- Opération premier conseil à 25 € 20

AGENDA

- Calendrier des formations en médiation familiale 21
- Calendrier des formations 22
- Congrès de l'Ordre des barreaux du 28 mars 2003 25
- 10 ans d'ASF, le 14 décembre 2002 25

INFOS

- Exécution des jugements par huissier à la requête d'un avocat 26
- Le coin des chiffres : Obligations fiscales 26
- L'avocat dans l'école 27
- Premier conseil à 25 € 27

ENCART

- Sondage sur la barémisation légale des honoraires et la répétibilité des honoraires

La Tribune de l'Ordre des barreaux

www.avocats.be tribune@avocats.be

T. 02 648 20 98 • F. 02 648 11 67

- Editeur responsable : Jean-Marie Defourny - 65 avenue de la Toison d'Or - 1060 Bruxelles
- Rédacteur en chef : François Glansdorff – Rédacteur en chef adjoint : Florence van de Putte
- Comité de rédaction : J.M. Defourny, F. Glansdorff, L. Krack, P. Corvilain, L. Defalque, J.P. Poncelet, R. De Baerdemaeker, Y. Sipido, A. Delvaux, F. van de Putte et L. Evrard.
- Réalisation et publicité: RP&C – T. 02 344 52 20 - F. 02 343 61 72



Le Tribunal de police en mouvement

Actes du colloque
organisé par
la Faculté de droit
de l'Université de Liège
(Service de droit pénal
et de procédure pénale)
et la Conférence libre
du Jeune Barreau de Liège
le 31 mai 2002

ASBL EDITIONS DU JEUNE BARREAU DE LIÈGE
2002

Broché 2002, 256 pages, 56 €

Table des matières

La force probante des procès verbaux et des constats amiables
Par Thierry Papart, Juge au Tribunal de police de Liège

Fondements de l'expertise et questions d'actualité
Par Michel Evrard, Avocat au Barreau de Liège

Quelques aspects du nouveau tableau indicatif
Par Martine Burton, Juge au Tribunal de Police de Verviers

**L'action récursoire : aperçu de la jurisprudence depuis la loi du 25 juin 1992
et l'arrêté royal du 14 décembre 1992**
Par Bernard Ceulemans, Avocat au Barreau de Liège

Le permis de conduire : retrait et déchéance
Par Thierry Piraprez, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de Première
instance de Verviers

Les peines prononcées par le tribunal de police : acquis et nouveautés
Suspension, sursis, probation, peine de travail, casier judiciaire
Par Ann Jacobs, Professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'U.Lg. et
Michaël Dantinne, Chercheur au Service de Criminologie de l'U.Lg.

Editions du Jeune Barreau de Liège asbl

Annexe du Palais de Justice - Rue du Palais 66 - 4000 Liège

Tél. : 04/232.56.73 - Fax : 04/232.56.80 - CPB : 630-0762370-09

E-mail : EJBL@barreauliege.be - <http://www.barreauliege.be/ejbl>



LES CODES BRUYLANT SUR FEUILLETS MOBILES OU CD-ROM

3 mises à jour par an
Conditions spéciales pour étudiants et avocats stagiaires
Prospectus avec prix sur demande

Sur feuillets mobiles
5 tomes en 12 volumes

Version CD-Rom

- Compact : 11.000 pages en version intégrale
- Accessible facilement par un browser internet standard
- Simplicité d'installation : pas de logiciels à installer ni à apprendre
- Recherche par : Table alphabétique, Table chronologique, Table des matières ...

Version démo du CD-Rom sur : www.bruylant.be

BRUYLANT

Rue de la Régence 67 - 1000 Bruxelles

Tél. 02.512.98.45 - Fax 02.511.72.02

info@bruylant.be

«Et le chemin est long du projet à la chose»
Molière.

Mes chers Confrères,

Le plan « pluriannuel » publié dans la « Tribune » n° 5 achève sa première année de mise en œuvre. Le moment est venu d'une première évaluation et de quelques réflexions. J'y consacre cet éditorial et celui de la prochaine « Tribune ».

La Commission « déontologie » a parachevé le règlement « relatif à l'usage des techniques de l'information et de la communication » qui vient d'être adopté par l'Assemblée générale du 21 octobre 2002. En marge d'un projet de modification de la procédure disciplinaire, la commission proposera bientôt, à l'examen du conseil d'administration et de l'assemblée générale, un règlement instaurant une médiation ordinaire ou plus précisément instaurant un « ombudsman » comme cela existe déjà à Liège et à Bruxelles. Elle poursuit aussi ses travaux de recensement et d'adaptation des règlements de l'Ordre national, et réfléchit à une règle générale permettant de trancher les conflits entre avocats appartenant à des barreaux différents. En outre, elle prépare des projets de règlements à propos des incompatibilités, de l'exercice en commun de la profession d'avocat, de la déontologie de l'avocat conseil en médiation et de la cession de cabinets. Elle paracheve l'examen du Code de déontologie CCBE.

Le plan pluriannuel suggéré par la commission des finances fixait comme suit les objectifs : structure d'un budget – immeuble- fonds de réserve- carpa « agressive ». Le budget 2003 procède effectivement d'une structuration certaine tout en restant l'expression du projet politique du conseil d'administration, au niveau de la communication interne et externe de la profession notamment. En ce qui concerne l'immeuble, les investissements qui viennent d'être consentis consolident une situation qui devrait se maintenir pendant une bonne décennie. A ce sujet, vous trouverez dans le présent numéro la présentation de l'équipe permanente de l'Ordre, dirigée depuis septembre par Me Pierre Corvilain et nouvellement installée dans la Maison de l'avocat. Elle vous accueillera avec plaisir dans votre nouvelle maison. La constitution d'un fonds de réserve est programmée au budget 2003 et deux nouvelles conventions ont été signées dans le cadre du « carpa ».

La Commission « multidisciplinarité » travaille avec la prudence que requiert ce sujet délicat. Elle élabore des propositions de solutions, car il conviendra qu'un jour ou l'autre, l'assemblée générale prenne position. Le débat ne peut être constamment différé. Préoccupé par l'avenir de la profession, le conseil d'administration a créé les groupes de réflexion « structure des Ordres » et « prospective », animés par le bâtonnier André Delvaux. Silence, ... ils pensent !

Le département « formation » est actif à la mesure de son importance pour notre avenir. En ce qui concerne la formation initiale, les travaux relatifs à l'élaboration d'un D.E.S. préparatoire aux fonctions judiciaires se poursuivent dans le prolongement de

l'adoption de son principe par l'assemblée générale de décembre 2000. Il en est fait écho dans la rubrique « réflexions » de ce numéro. Pour le CAPA, le centre de formation professionnelle du Hainaut – Brabant wallon a été reconstitué. Il groupe les barreaux de Charleroi, Nivelles, Mons et Tournai. Quant à la formation permanente, l'objectif d'uniformisation des décisions d'agrégation et d'attribution des points, valable pour tous les barreaux, reste d'actualité.

La commission informatique, devenue « e-barreaux » poursuit activement ses travaux. Elle a soumis pour l'année 2003 un projet de budget visant à la concrétisation de trois objectifs : le développement d'un serveur de mail : @avocat.be, la mise en place d'un extranet commun, la promotion de la signature électronique.

Le département « suivi législatif » assume les trois missions prévues au plan pluriannuel : la collecte d'informations législatives, l'intervention auprès du monde politique, le dépôt de projets favorables pour la profession. Les deux premières missions sont en bonne voie d'exécution grâce au travail précieux fourni par Laurence Evrard. Vos bâtonniers sont tenus informés mensuellement et l'état d'avancement est repris dans la rubrique « suivi législatif » de la présente. La troisième mission dépend naturellement de votre collaboration et il est souhaitable qu'elle s'intensifie. Le plan d'action traduisant les revendications du barreau à l'occasion des élections législatives de 2003 devrait nous permettre de mieux la réaliser.

Je poursuivrai, si vous le voulez bien, cette première évaluation dans la prochaine « Tribune », pour nos autres départements et notamment la commission « Jeunes barreaux » que nous nous réjouissons de voir déjà si active. Vous aurez aussi dans ce numéro des nouvelles de la commission « assurances collectives », du programme de formation de la commission « médiation », des travaux réalisés par le département « suivi législatif » auprès des institutions européennes, de la revue de presse de l'opération 25 € réalisée par le département communication, dorénavant géré « de l'intérieur » par Mes Robert De Baerdemaeker et Florence van de Putte.

Enfin, les contacts avec le Conseil Supérieur de la Justice sont réguliers et une collaboration positive s'est installée, notamment en ce qui concerne la communication des avis « suivi législatif ». Quant au Conseil fédéral des barreaux il se réunit pour la première fois ce 20 novembre 2002. Il vous en sera fait rapport.



Bien confraternellement,

Jean-Marie Defourny,
Président de l'Ordre des barreaux

Règlement relatif à l'accès aux informations DU REGISTRE NATIONAL DES PERSONNES PHYSIQUES

Le règlement sur le registre national a été adopté par l'assemblée générale de l'Ordre des barreaux du 16 septembre 2002. Il entérine le «mode d'emploi» repris dans la Tribune n° 7. Son entrée en vigueur est immédiate.

Vu la loi du 31 mai 2001 modifiant le Code judiciaire et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

Vu l'article unique de la loi du 30 mars 1995 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (M.B. 13/04/1995);

Vu l'arrêté royal du 17 février 2002 portant ratification du règlement d'ordre intérieur de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, publié au Moniteur belge du 15 mars 2002;

Considérant qu'il appartient à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone de réglementer les modalités d'accès au Registre national des personnes physiques;

L'Ordre des barreaux francophones et germanophone adopte le règlement suivant:

Article 1

Seuls sont autorisés à utiliser les informations obtenues du Registre national par l'intermédiaire de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, les avocats qui reconnaissent avoir pris connaissance du présent règlement, et qui se sont engagés à en respecter les stipulations.

Article 2

L'avocat qui introduit sa demande atteste qu'il la sollicite dans un des buts suivants: intentement, poursuite et aboutissement d'une cause ou aux fins d'accomplir des actes préalables à une procédure contentieuse.

Article 3

A chaque demande, l'avocat indique, sous sa propre responsabilité, le type de procédure qu'il se propose d'engager et précise les informations dont il a besoin (nom, prénoms, lieu et date de naissance, sexe, nationalité, résidence principale, lieu et date du décès, profession, état civil ou composition du ménage).

Article 4

L'avocat motive sa demande, si elle tend à obtenir la communication de la nationalité, de l'état civil ou de la composition du ménage.

Article 5

Les informations obtenues sont utilisées à la seule fin demandée.

Tout traitement de données que l'avocat obtient en vertu du présent règlement est soumis à la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée dans le cadre du traitement des données personnelles.

Article 6

Après un premier avertissement, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone avise le bâtonnier de l'Ordre concerné de toute infraction au présent règlement.

Article 7

Le montant par extrait du Registre national s'élève à 4 _ (quatre Euros). L'extrait du Registre national sera adressé dès réception de la preuve du paiement, soit dès réception de l'original du bon de greffe, soit dès réception de l'extrait de compte relatif à la demande, soit dès réception de la provision versée (art.8). Les demandes adressées par télécopie ne seront plus acceptées.

Article 8

L'avocat peut verser une provision sur le compte n° 630-0238962-13 afin de couvrir ses demandes d'extraits ultérieures. En ce cas, l'avocat veillera à provisionner à temps son compte «provision».

A défaut de provision suffisante, le responsable du Registre suspendra la délivrance des extraits.

Article 9

Si la recherche concerne une personne relevant du Bureau d'aide juridique, la preuve de la désignation de l'avocat sera jointe à la demande d'extrait du Registre national. La recherche est alors gratuite.

Article 10

Ce règlement est applicable dès son approbation.(16.09.02)

Renseignements pratiques:

Nouveau!

Les demandes de renseignements peuvent être adressées par email : registre.national@avocats.be

- les formulaires sont disponibles sur le site www.avocats.be onglet: Ordre des barreaux/registre national.
- le numéro de compte de ce service est le 630-0238962-13
- les renseignements ne sont délivrés qu'après réception du versement ou de l'original du bon de greffe.
- prix du renseignement : 4 € - Info: 02 538 61 57

Règlement relatif à l'usage des technologies DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le règlement relatif à l'usage des technologies de l'information et de la communication, a été adopté par l'assemblée générale de l'Ordre des barreaux du 21 octobre 2002. Il entre en vigueur le 1 décembre 2002. Il fixe des règles précises en matière d'adresse et de correspondance électroniques, de création de site et de publicité via celui-ci, et de consultation en ligne. Ce règlement est le fruit du travail des commissions «e-barreaux» et «déontologie». L'accent est mis sur le respect des principes qui gouvernent notre profession (indépendance, probité, prohibition des conflits d'intérêt, secret professionnel, dignité et délicatesse) notamment dans l'utilisation des modes de communication électronique.

Considérant la place importante prise par les communications électroniques dans tous les secteurs d'activités;

Considérant que l'avocat doit être en mesure, dans l'exercice de sa profession, de répondre aux attentes du public avec efficacité, qualité et rapidité;

Considérant que les communications électroniques entre l'avocat et les personnes avec lesquelles il correspond sont fondamentalement de même nature que les échanges épistolaires et téléphoniques usuels ;

Considérant par ailleurs qu'il est admis pour les avocats de faire de la publicité, quels qu'en soient la nature et le support (cf. le règlement de l'O.B.F.G. sur la publicité);

Considérant la possibilité pour les avocats de diffuser des informations juridiques à destination de la clientèle dans le respect de l'article 7 du règlement de l'O.B.F.G. sur la publicité;

Considérant l'article 6 de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relatif à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur (« directive sur le commerce électronique »), qui impose aux Etats membres de veiller à ce que l'utilisation de communications commerciales qui font partie d'un service de la société de l'information fournie par un membre d'une profession réglementée ou qui constitue un tel service, soit autorisée sous réserve du respect des règles professionnelles;

Considérant, néanmoins, le risque accru pour l'avocat de s'exposer à des conflits d'intérêts ou de violer le secret professionnel en raison du caractère souvent anonyme ou difficilement identifiable des échanges par la voie électronique;

Considérant la nature intuitu personae du contrat se nouant entre l'avocat et son client;

Considérant que les avocats se doivent de se conformer en toutes circonstances à leurs devoirs de dignité et de probité;

Considérant qu'il convient de réglementer l'usage des adresses électroniques, de la correspondance électronique, des sites Internet, de la délivrance de services en lignes et de la participation à des forums de discussion.

L'assemblée générale de l'Ordre des barreaux adopte le règlement suivant :

Article 1. Adresse électronique

Par adresse électronique, il faut entendre toute suite de caractères alphanumériques utilisée pour l'identification d'un site Internet ou l'adressage de la correspondance électronique.

L'enregistrement ou l'emploi par un avocat d'une adresse électronique reproduisant un terme générique évocateur de la profession d'avocat ou du barreau ne sont autorisés que si l'avocat y inclut un terme distinctif tel que son nom ou celui de l'association dont il est membre, le cas échéant en abrégé.

L'avocat informe son Ordre des adresses électroniques auxquelles il peut être contacté ainsi que des modifications qui y sont apportées.

L'avocat qui n'utilise plus une adresse électronique en avise de même ses correspondants.

Article 2. La correspondance électronique

L'avocat peut recourir à la correspondance électronique – au sens de tout envoi adressé à une ou plusieurs personnes déterminées - y compris pour les courriers non confidentiels.

La correspondance électronique est traitée avec le même soin et la même diligence que la correspondance postale ou télécopiée. Dans l'hypothèse où, pour des raisons techniques, un avocat ne peut lire une correspondance électronique en tout ou partie, il a l'obligation d'en demander à son confrère, sans retard injustifié, un exemplaire imprimé.

“L'emploi par un avocat d'une adresse électronique reproduisant un terme générique évocateur de la profession d'avocat ou du barreau ne sont autorisés que si l'avocat y inclut un terme distinctif...”

Dès lors que, sans retard injustifié, l'exemplaire imprimé aura été communiqué au destinataire, le premier envoi sera pris en considération pour les effets juridiques y attachés, ce sauf si l'application de cette règle conduisait le destinataire de bonne foi à être en défaut à la date de réception de l'exemplaire imprimé.

Sans préjudice de l'article 2281 du Code civil, le destinataire d'une correspondance électronique non signée peut, pour de justes motifs, en demander un exemplaire signé à l'expéditeur, lequel devra déférer à cette requête sans retard injustifié.

Suite page suivante ►

Article 3. Les sites internet

Dans le respect des règles déontologiques, dont le règlement de l'O.B.F.G. sur la publicité, lesquelles disposent que l'avocat fait preuve en toutes circonstances de dignité et de discrétion, l'avocat peut ouvrir au public un site Internet, ce sans préjudice des règles particulières à chaque Ordre d'avocats qui détermine, comme prévu par le règlement sur la publicité, les notifications ou autorisations requises de l'avocat concerné.

L'avocat ne peut utiliser un nom de domaine qui serait, lui-même ou par combinaison avec d'autres mots, la reproduction d'un terme générique évocateur de la profession d'avocat, sauf s'il y associe son nom ou celui de l'association dont il fait partie.

Le site Internet d'un avocat est le prolongement de son cabinet. L'avocat sera attentif à ce que les informations fournies au public sur son site Internet soient exactes et tenues à jour.

L'avocat s'interdit de faire figurer sur son site des liens renvoyant à des membres d'autres professions, quelles qu'elles soient.

L'avocat veillera à ce que les sites de tiers ne renvoient pas vers le sien, à l'exception des sites des Ordres des avocats et de l'Ordre des barreaux, ainsi que des sites agréés par ceux-ci.

Article 4. Offre et délivrance de services en ligne

Par service en ligne, il faut entendre «tout service fourni à distance au moyen d'équipement électronique de traitement (y compris la compression numérique) et de stockage des données, à la demande individuelle d'un destinataire de service, en ce compris les consultations juridiques fournies via l'Internet et plus généralement les services offerts en ligne».

Sans préjudice de l'interdiction du démarchage, au sens de l'article 1.3. du règlement sur la publicité, l'offre et la délivrance de services en ligne sont autorisées.

Toutefois l'avocat veille notamment, compte tenu des risques liés à l'emploi des réseaux de communication, au respect des règles suivantes:

a) Identification de l'interlocuteur

Lorsqu'un avocat est interrogé ou sollicité en ligne, il lui appar-

"Dans l'hypothèse où, pour des raisons techniques, un avocat ne peut lire une correspondance électronique en tout ou partie, il a l'obligation d'en demander à son confrère, sans retard injustifié, un exemplaire imprimé."

tient de mettre tout en œuvre afin de s'assurer que son interlocuteur s'identifie et délivre les informations requises dans la mesure nécessaire à la prévention des conflits d'intérêts et au respect du secret professionnel.

b) Identification de l'avocat

L'avocat qui délivre des services en ligne doit toujours être identifiable personnellement.

"Dans le respect des règles déontologiques, lesquelles disposent que l'avocat fait preuve en toutes circonstances de dignité et de discrétion, l'avocat peut ouvrir au public un site Internet..."

c) Consultations en ligne

La délivrance automatisée de consultations en ligne est interdite. Elle n'est autorisée que pour répondre à la demande d'un client déterminé, pour satisfaire des besoins spécifiques.

d) Proscription de la rétrocession d'honoraires

Il est interdit à l'avocat de rétrocéder une partie de ses honoraires, à un intermédiaire pour l'offre ou la délivrance de services en ligne. Seule une participation dans les frais de gestion de pareils services est autorisée, pour autant qu'elle ne soit pas liée à la nature de l'intervention de l'avocat.

L'avocat doit également assurer un accès facile, direct et permanent, pour les destinataires de ses services en ligne et pour les autorités compétentes, au moins aux informations suivantes:

- a) son nom,
- b) l'adresse de son cabinet,
- c) ses coordonnées, y compris son adresse de courrier électronique, permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement et efficacement avec lui,
- d) le ou les Ordres professionnels auprès desquels il est inscrit,
- e) son ou ses titres professionnels et les Etats dans lesquels ils ont été octroyés,
- f) une référence aux règles professionnelles applicables dans l'Etat d'origine et dans l'Etat d'établissement, ainsi qu'aux moyens d'y avoir accès.

Article 5. Forums de discussion électroniques

La participation à un forum de discussion électronique est subordonnée au respect des règles en matière de publicité, du devoir de dignité et du secret professionnel ; il est interdit d'y offrir ou délivrer des services, y compris des consultations et avis personnalisés.

Article 6. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1er décembre 2002.

1. Les nouveaux projets

- *Avant-projet de Code de procédure pénale (Doc. parl., Sénat, 1288 et Chambre, 2043)*

Les membres de la commission présidée par le bâtonnier Franchimont ont présenté au ministre de la justice le projet de réforme de la procédure pénale. Le bâtonnier Franchimont exposera son projet au Parlement le 31 janvier prochain. L'Ordre des barreaux assistera à cette séance. Vous pouvez d'ores et déjà prendre connaissance du projet par le biais des sites internet du Sénat et de la Chambre.

- *Proposition de loi portant le Code de droit international privé (doc.parl. Sénat, 1225)*

Cette proposition de loi s'inspire des résultats d'une recherche à laquelle ont participé des professeurs de toutes les universités du pays (M. Fallon pour l'UCL, M. Liénard-Ligny pour l'Ulg et N. Watte pour l'ULB) et a été «supervisée» par les professeurs émérites F. Rigaux et G. Van Hecke.

- *Proposition de loi visant à améliorer le traitement alloué aux avocats du BAJ (doc. parl., Chambre, 2082)*

Les députés Th. Giet et Y. Mayeur (PS) ont déposé une proposition de loi complétant l'article 508/19 du Code judiciaire. Cette proposition de loi vise à fixer la valeur minimale du point à 25 € (contre 21,14 €) indexée automatiquement chaque année.

2. Le suivi des projets en cours

- *Avant-projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure civile*

Les observations critiques de l'Ordre des barreaux ont été adressées au ministre Verwilghen ainsi qu'au monde politique. Ces observations ont été rédigées par Me D. Pire et Me H. Boularbah en ce qui concerne la procédure et par Me V. d'Huart en ce qui concerne la médiation. Signalons que le ministre de la justice a annoncé, à l'occasion d'un entretien accordé au quotidien «De Standaard», que son projet ne passerait plus sous la présente législature....

- *Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire (doc. parl., Chambre, 1911)*

Un amendement déposé par le gouvernement dans le cadre de ce projet de loi prévoit que le stage qui donne accès à la magistrature a une durée de 3 ans. Ce stage comprend une formation pratique qui se déroule en trois stades successifs : le premier au parquet, le deuxième entre autres dans un cabinet d'avocat et le troisième auprès du siège. Un régime de dispense de stage est prévu pour les juristes du parquet et les référendaires. Les juristes du parquet sont dispensés du stage au parquet et les référendaires près les cours et tribunaux sont dispensés du stage au siège pourvu qu'ils aient une expérience de 3 ans, de la même manière, il nous semble logique que les avocats qui ont une expérience de 3 ans puissent être exemptés de l'année de stage qui peut être effectuée dans un cabinet d'avocat.

A la suite de l'intervention de l'Ordre des barreaux, qui a attiré l'attention du monde politique sur ce point, un amendement a été déposé par le député J. Arens, (CDH) qui vise à accorder une dispense de stage d'un an pour les avocats ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle.

- *Projet de loi sur les méthodes particulières de recherche (doc.parl., Chambre, 1688 – Sénat, 1260) – audition au Sénat*

Ce projet, qui a été adopté par la Chambre, est actuellement examiné par la commission de la justice du Sénat. Me R. De Baerdemaeker, administrateur, et Me D. Bosquet, auteur de la note d'observations transmise aux membres des commissions de la justice de la Chambre

puis du Sénat, ont été entendus, au nom de l'Ordre des barreaux, par la commission de la justice du Sénat dans le cadre de l'examen du projet de loi. Ont également été entendus à cette occasion, des représentants de l'Association syndicale des magistrats et de l'Union professionnelle des magistrats, des représentants de la Ligue des droits de l'homme et de la Liga voor Mensenrechten, et des représentants de la commission de la protection de la vie privée.

- *Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la compétence du juge des saisies (doc.parl., Sénat, 1004)*

Pour rappel, le ministre de la justice avait, à l'occasion de l'examen de ce projet de loi, proposé des amendements afin de conférer une compétence exclusive au tribunal de police du lieu de l'accident. L'Ordre des barreaux avait réagi à l'époque (cfr. note de Me H. Boularbah transmise aux membres de la commission de la justice du Sénat et au ministre de la justice).

Un récent courrier de l'Ordre des barreaux soulignait l'incohérence de légiférer de la sorte alors qu'une loi tout aussi récente (loi du 2 août 2002 portant diverses dispositions relatives à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs) transposant une directive européenne, confirme le libre choix de la victime de porter son action devant le juge du lieu de l'accident, de son domicile ou du siège de l'assureur. Nous avons appris que le ministre n'avait plus demandé que son projet soit mis à l'ordre du jour de la commission de la justice.

Suite page suivante »

Site du Sénat :

www.senate.be, cliquer sur « journalistes » puis sur « publications-documents », puis sur « documents officiels-par numéro », puis sur « documents législatifs », sélectionner les documents « 2-1201 à 2-1300 » puis sélectionner le document « 1288 ».

Site de la Chambre :

www.lachambre.be, cliquer sur « documents parlementaires », sélectionner les documents de « 2099 à 2000 » puis le document « 2043 ».

• *Avant-projet de décret relatif aux chèques-formation en Région Wallonne*

L'arrêté du 23 juillet 1998 sur les chèques formation prévoit qu'en sont uniquement bénéficiaires les travailleurs salariés d'entreprises commerciales. Un avant-projet de décret devrait bientôt étendre le bénéfice du chèque-formation aux professions libérales. Le cabinet de la ministre Arena nous a indiqué début septembre que l'avant-projet de décret était actuellement soumis pour notification à la Commission européenne (il s'agit d'un régime d'aide). Cette procédure devrait durer 2 mois. L'avant-projet sera ensuite envoyé au Conseil d'Etat (délai estimé : entre 2 et 3 mois). Le Parlement wallon devrait, si tout va bien, adopter le texte début 2003. Ensuite, le gouvernement wallon prendra un arrêté d'exécution, ce qui devrait reporter la mise en application au début du mois de mars 2003.

• *Vidéo-conférence dans les prisons*

Le ministre Verwilghen a invité l'Ordre des barreaux à une conférence de presse et à une démonstration du système d'in-

terrogatoire par vidéo-conférence au palais de justice de Charleroi, le vendredi 8 novembre 2002.

3. Les projets devenus lois

Parmi les projets que nous avons suivis, voici ceux qui sont devenus lois :

- Loi du 20 septembre 2002 remplaçant, en vue d'assurer l'assistance de l'accusé par un avocat, l'article 293 du Code d'instruction criminelle (MB, 22 octobre 2002).
- Loi du 4 septembre 2002 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et le Code des sociétés (MB, 21 septembre 2002).
- Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient (MB, 26 septembre 2002).
- Loi du 2 août 2002 complétant l'article 33 § 1er, alinéa 1er, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive (désormais, la libération immédiate du prévenu ou de l'accusé entraîne, à son égard, l'interdiction de l'usage de tout moyen de contrainte) (MB, 5 septembre 2002).

- Loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (MB, 7 août 2002).

- Loi du 18 juillet 2002 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (MB, 22 août 2002).

- Loi du 16 juillet 2002 modifiant diverses dispositions en vue notamment d'allonger les délais de prescription pour les crimes non correctionnalisables (MB, 5 septembre 2002).

- Loi du 16 juillet 2002 modifiant l'article 86 bis du Code judiciaire et la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire (juges de complément). (MB, 6 août 2002)

Laurence Evrard
suivi.legislatif@avocat.be

Journal des tribunaux



Bénéficiaires d'une réduction de 20 % pour tout nouvel abonnement souscrit avant le 31 janvier 2003 !*

Rédacteur en chef : R.O. Daloq

Hebdomadaire (sauf juillet et août) : 42 numéros • cm : 900 pages par an
format 24,5 x 31,5 cm
Abonnement annuel 2003 : 265,00 €
Pour les stagiaires : 132,50 €
Prix au numéro : 11,00 €

* Offre valable uniquement sur l'abonnement annuel à prix plein, à l'exclusion de l'abonnement stagiaire.



Renseignements et commandes

Larcier
Ford Jean-Polges, 4
1348 Louvain-la-Neuve
☎ 010/48 25 70 • ☎ 010/48 25 19
<http://www.larcier.be>

Fondé en 1881, le *Journal des tribunaux* est depuis toujours le partenaire privilégié des juristes belges.

Inventaire

de divers règlements

COMMUNAUTAIRES EN MATIÈRE DE PROCÉDURE

La commission « droit européen » a réalisé, à l'attention des lecteurs de la Tribune, un inventaire de divers règlements communautaires en matière de procédure, entrés en vigueur en 2001 et 2002. Elle a recensé les règlements qui sont dignes d'intérêt pour tout praticien du droit. Les commentaires relatifs à certains textes sont disponibles sur le site avocat.be/départements/suivilégislatif/commentaires.

Les matières sont dorénavant régies par des règlements du conseil de l'Union européenne, ce qui implique qu'ils sont directement applicables dans les Etats membres dès la date de leur entrée en vigueur fixée par les règlements. Il ne s'agit plus, comme c'était le cas pour la convention de Bruxelles I, d'un traité soumis à la ratification des Etats membres. Les règlements sont abordés dans l'ordre de leur entrée en vigueur, à savoir :

1. Le 1er mars 2001, le règlement CE n° 1347/2000 du conseil du 29 mai 2000 (publié au JOCE L 160 du 30 juin 2000 p. 0019 et suiv.)

Ce règlement est relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs. Un commentaire de Me Masquelin y est consacré sur le site www.avocat.be.

2. Le 31 mai 2001, le règlement CE n° 1348/2000 du conseil du 29 mai 2000 (publié au JOCE n° 160 du 30 juin 2000 p. 0037 à 0052)

Ce règlement est relatif à la signification et à la notification dans les Etats membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Un commentaire de Me Masquelin y est consacré sur le site www.avocat.be.

3. Le 1er juillet 2001, le règlement CE n° 1206/2001 du conseil du 28 mai 2001 du conseil du 28 mai 2001 (publié au JOCE n° 174 du 27 juin 2001 p. 1 à 24)

Ce règlement est relatif à l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale. Une étude y est consacrée par Me Hugues Born, qui peut être consultée sur le site www.avocat.be

4. Le 1er mars 2002, le règlement CE n° 44/2001 du conseil du 22 décembre 2000 (publié au JOCE L 12 du 16 janvier 2001, p. 1 à 93)

Ce règlement remplace la convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 dans la plupart des Etats membres.

Il concerne la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Une étude y est consacrée par Me Weser et peut être consultée sur le site www.avocat.be

5. Le 31 mai 2002, le règlement CE n° 1346 du conseil du 29 mai 2000 (publié au JOCE n° L 160 du 30 juin 2000, p. 1 et suiv.)

Ce règlement est relatif aux procédures d'insolvabilité. Il s'applique aux procédures collectives fondées sur l'insolvabilité du débiteur qui entraînent le dessaisissement partiel ou total de ce débiteur ainsi que la désignation d'un syndic (article 1).

Une étude y est consacrée par Me Olivier Mignolet. Elle peut être consultée sur le site www.avocat.be

Il est matériellement impossible faute de place, de relever ne serait-ce que les dispositions les plus importantes de ces règlements. Elles font l'objet des études citées ci-avant. A titre d'exemple, la procédure est considérablement simplifiée en matière d'obtention d'un titre exécutoire d'un jugement prononcé à l'étranger. Le titre est octroyé quasi automatiquement. Toutefois, la partie contre laquelle l'exécution est demandée, peut exercer un recours contre la déclaration constatant la force exécutoire, mais ce recours doit être exercé dans un délai d'un mois à compter de la signification si cette partie est domiciliée sur le territoire de l'Etat où la déclaration a été prononcée.

Le présent article a pour objet d'attirer l'attention des lecteurs sur l'importance de ces règlements.

Jean-Jacques MASQUELIN,
avocat au barreau de Bruxelles



Maison

La Maison

DE L'AVOCAT

L'Ordre des barreaux s'est installé, depuis le 1er octobre 2002, à la Maison de l'avocat.

A cette occasion, la Tribune présente la nouvelle infrastructure ainsi que l'équipe permanente de l'Ordre des barreaux. La Maison de l'avocat est aussi la vôtre. Des salles sont mises à votre disposition, soit à des tarifs préférentiels (grande réunion), soit gracieusement (petite réunion pendant les heures de bureaux).

1. Présentation des occupants de la maison

Le conseil d'administration

Il se réunit le lundi trois ou quatre fois par mois, au premier étage dans le bureau du président et du directeur général. Il est présidé par le bâtonnier Jean-Marie Defourny (Liège) et est composé de 7 administrateurs, qui ont en charge plusieurs départements :

Le bâtonnier Louis Krack (Charleroi)
Finances - Multidisciplinarité
Me Pierre Corvilain (Bruxelles)
Déontologie et disciplinaire,
Directeur général.
Me Lucette Defalque (Bruxelles)
Suivi législatif - équivalence des diplômes -
Relations internationales
Le bâtonnier Yanick Sipido (Mons)
Honoraires - Jeunes barreaux - relations avec les magistrats
Le bâtonnier André Delvaux (Liège)
Formation - ebarreaux - prospective
Le bâtonnier J.P. Poncelet (Neufchâteau)
Vie professionnelle - Assurances, prévention - Médiation
Me Robert De Baerdemaeker (Bruxelles)
Aide juridique - Communication

Délégations spéciales

Afin d'alléger la tâche du conseil d'administration dans ses missions essentielles, deux délégations spéciales ont été instituées:

Formation
Commissaire à la formation: Me Noël Simar (Liège)
Aide juridique
Commissaire à l'aide juridique:
Me François Bruyns (Bruxelles)

La Tribune de l'Ordre des barreaux

La «Tribune» ainsi que le service de remplacement sont réalisés sous la direction du bâtonnier François Glansdorff, rédacteur en chef et ancien président de la CBFG, et de Florence van de Putte, rédacteur en chef adjoint et directrice de la communication.

L'équipe permanente

Depuis le 1^{er} septembre 2002, l'Ordre des barreaux a procédé à une nouvelle répartition des tâches tant au sein du conseil d'administration qu'en celui de l'équipe permanente, pour assurer une meilleure efficacité, sans charges financières supplémentaires. Voici les grandes lignes de cette répartition:

La direction générale

Me Pierre Corvilain, administrateur de l'Ordre des barreaux, a été désigné par le conseil d'administration pour assumer la fonction de direction générale. Il conserve les fonctions qu'il occupe en tant qu'administrateur, auxquelles s'ajoute, en sa qualité de directeur général, la gestion journalière et celle du personnel de l'Ordre des barreaux. Son expérience en tant qu'avocat et son statut d'administrateur feront de lui le relais indispensable entre l'assemblée générale des bâtonniers, le conseil d'administration et l'équipe permanente.

Me Florence van de Putte devient directrice du département «communication». Elle poursuit les tâches qu'elle assurait déjà en sa qualité de secrétaire générale, à savoir la communication interne (Tribune, Service de remplacement, site www.avocat.be), que de la communication externe (rédaction des documents destinés à la presse, relations publiques, élaboration de brochures, organisation des événements), à ces tâches là s'ajouteront celles confiées précédemment à des attachés de presse extérieurs. Son expérience de près de deux ans à l'Ordre des barreaux et sa présence aux conseils d'administration, lui permettront de continuer, sans intermédiaire, la communication des travaux de l'Ordre des barreaux.

Mme Laurence Evrard continue d'assurer le suivi législatif tant sur le plan belge qu'europpéen. Elle est chargée également depuis peu du département «équivalence des diplômes».

Accueil

Mme Marie-Jeanne Joyeux vous accueillera au rez-de-chaussée de la Maison de l'avocat et assure la réception des appels téléphoniques. C'est auprès d'elle que vous pourrez réserver une salle, vous inscrire à une de nos activités (congrès - colloques - campagne 25 € etc.). Elle assure aussi le secrétariat de certaines commissions.

Secrétariat

Mme Catherine Fortemps de Loneux assume le secrétariat du directeur général et du président. Elle est également, en collaboration avec Mme Ronveaux, en charge du secrétariat de la commission de déontologie et de la mise à jour du site de l'Ordre et de l'encodage des données.

Mme Anne Ronveaux, notre dernière venue, assure la comptabilité de l'Ordre, ainsi que la coordination des agendas de formations et le secrétariat de certaines commissions.

Le registre national

Tél. : 02 538 61 57 - Fax : 02 534 69 02

Tél. : 02 534 67 73

registre.national@avocat.be

compte : 630-0238962-13

Tous les jours sauf le mercredi après-midi!

Au dernier étage de la maison de l'avocat, Mme Ilse De Vuyst a été engagée depuis le 1^{er} juillet 2002 pour gérer les demandes

de consultations du registre national, tâche qu'elle accomplissait déjà à l'Ordre national. La continuité du service est ainsi assurée.

La médiation

Mme Evelyne Vink, juriste et médiatrice familiale, coordonne la formation générale en médiation familiale et s'occupe des formations continues organisées dans le cadre de la médiation en général.

2. Présentation des salles à votre disposition

Salles de réunion au troisième étage

Vous êtes de passage à Bruxelles et souhaitez tenir une réunion avec des confrères ou des clients à deux pas du Palais de justice. L'Ordre des barreaux met gracieusement à votre disposition deux salles de réunions au troisième étage de la Maison de l'avocat (ascenseur). L'une pour 4 personnes maximum et l'autre pour 10 personnes maximum.

Il vous suffit de les réserver en téléphonant à Mme Joyeux (et si vous souhaitez désaltérer vos convives, des consommations sont disponibles au prix d'1 € par boisson).

Salles de réunion au rez-de-chaussée

Vous souhaitez organiser une conférence, une formation pour vos collaborateurs ou clients, un événement, une assemblée générale... Selon le nombre de participants, l'Ordre des barreaux met à votre disposition son petit auditorio ou sa salle de réunion, aux conditions suivantes.

Grande salle – salle polyvalente

(Commission, réunion avec clients, conférence de presse..)

• Capacité

120 personnes en auditorio (chaises avec tablettes) et écran,
200 en cocktail, 40 en réunion.

Matériel sur demande: estrade de 8 m² - Projecteur dias, rétro-projecteur, vidéo..

Prix

demi-journée :	Ordre :	200 €
	Avocat de l'Obfg :	300 €
	Autres :	500 €
journée :	Ordre :	375 €
	Avocat de l'Obfg :	450 €
	Autres :	750 €
soirée :	Ordre :	300 €
	Avocat de l'Obfg :	400 €
	Autres :	900 €

Salle de réunion avec bar

(Commission, réunion avec clients,...)

• Capacité 60 en cocktail 20 personnes en réunion

Prix

demi-journée :	Ordre :	150 €
	Avocat de l'Obfg :	200 €
	Autres :	350 €
journée ou soirée :	Ordre :	300 €
	Avocat de l'Obfg :	400 €
	Autres :	550 €

3. Renseignements complémentaires

Possibilité de location du bar/club pour drink avec occupation d'une autre salle : sur demande.

La mise à disposition d'équipements techniques spécialisés et la rémunération du personnel le week-end et les jours fériés, ainsi que les heures supplémentaires, ne sont pas comprises dans les prix ci-avant. Les heures prestées par le personnel en dehors des heures d'ouverture de nos bureaux (9h à 18 heures), les week-end et jours fériés sont comptées au prix coûtant.

Un service traiteur peut être organisé sur demande, des tarifs préférentiels sont à votre disposition, selon la formule souhaitée: déjeuner sandwiches, cocktail dînatoire, lunch, dîner etc...

La Maison de l'avocat



Avenue de la Toison d'Or, 65

B - 1060 Bruxelles

Tél.: 02 648 20 98

Fax: 02 648 11 67

info@avocat.be

http://www.avocat.be

Heures d'ouverture
des bureaux :
de 9h. à 17.30 h.

Loi

la loi du 2 août 2002,

UN PAS VERS LA RÉPÉTIBILITÉ DES HONORAIRES?

La loi du 2 août 2002, prévoit que dans le cadre de transactions commerciales, les retards de paiement de plus de 30 jours donnent lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à la déduction d'un intérêt fixé à un taux élevé. La loi prévoit aussi une indemnité destinée à couvrir les frais de recouvrement. Cette mesure favorisera-t-elle la répétibilité des honoraires d'avocat? La réponse n'est pas aussi évidente qu'il n'y paraît.

1. La directive européenne du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les «transactions» commerciales¹ a été transposée en droit belge par la loi du 2 août 2002, publiée au Moniteur du 7 août 2002. La loi, qui est entrée en vigueur le jour de sa publication, prévoit en bref que dans les transactions entre entreprises ou entre entreprises et certains services publics, les retards de paiement de plus de 30 jours donnent lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à la déduction d'un intérêt fixé à un taux dissuasif, largement supérieur au taux légal. Il est donc dérogé à l'article 1153 du Code civil, qui prévoit la déduction des intérêts à partir de la mise en demeure, et au taux légal. La loi s'attaque aussi, notamment par le biais d'une action en cessation, à certaines clauses contractuelles favorables au débiteur et qui constitueraient «un abus manifeste à l'égard du créancier».

Le champ d'application de la loi, qui ne couvre que les transactions commerciales au sens large², a fait l'objet de discussions et de critiques. Pourquoi, en particulier, ne pas avoir visé aussi les paiements relatifs à la fourniture de biens ou de services à des particuliers? La discrimination qui en résulte est-elle justifiée? Pourquoi avoir exclu les paiements effectués à titre d'indemnisation d'un dommage? On a répondu que la liberté du parlement belge était restreinte, puisqu'il s'agissait de transposer une directive européenne...

2. Je ne fais cependant ici qu'évoquer les questions qui précèdent. Elles donneront certainement lieu à des commentaires exhaustifs. Je m'attacherai en revanche à une disposition bien particulière de la loi, en ce qu'elle paraît amorcer ou poursuivre le mouvement en faveur de la répétibilité des honoraires d'avocat. Il

s'agit de l'article 6, qui est libellé dans les termes suivants (et dans un français, hélas, approximatif):

S'il n'en a été convenu autrement par les parties dans le respect de l'article 7, lorsque le débiteur ne paie pas dans le délai de paiement convenu ou, à défaut, dans le délai de paiement prévu à l'article 4, le créancier est, de plus, en droit, sans préjudice de son droit au remboursement des frais judiciaires conformément aux dispositions du Code judiciaire, de réclamer au débiteur un dédommagement raisonnable pour tous les frais de recouvrement pertinents encourus par suite du retard de paiement. L'application de cet article exclut l'attribution au créancier des sommes prévues aux articles 1018 al. 1er, 6° et 1022 du Code judiciaire.

Ces frais de recouvrement doivent respecter les principes de transparence et être en proportion avec la dette concernée.

Le Roi fixe le montant maximal de ce dédommagement raisonnable pour les frais de recouvrement pour différents niveaux de dette.

3. Le problème de la répétibilité des honoraires d'avocat est bien connu. Toutefois, pour situer l'article 6 de la loi dans son cadre précis, il est nécessaire de dissiper la confusion fréquemment opérée entre deux hypothèses de répétibilité, qui sont distinctes:

1° Soit le créancier est la victime de l'inexécution d'une obligation contractuelle ou extracontractuelle qui ne consiste pas, dès l'origine, dans le paiement d'une somme d'argent (c'est l'hypothèse d'une dette de valeur, par opposition à une dette de somme): tel est le cas, par exemple, de la victime d'un accident qui consulte un avocat

et qui réclame à l'auteur du dommage le remboursement des honoraires qu'elle a payés. Ces honoraires constituent-ils un élément du dommage réparable? Le lien de causalité est-il établi? Ce sont autant de questions propres au droit de la responsabilité, et auxquelles il a été longtemps apporté des réponses négatives; mais la jurisprudence évolue, sous la pression d'une doctrine à ma connaissance unanime³.

2° Soit la dette porte dès l'origine sur une somme d'argent: c'est le cas d'une pension alimentaire, d'une dette de loyers, ou du paiement d'une «transaction» entre entreprises au sens de la loi du 2 août 2002. Il ne s'agit plus alors de réparer un dommage par le biais d'un procès en responsabilité, et le problème de la répétibilité se pose, qu'on le regrette ou non, en des termes différents.

C'est ce problème-là que la directive et la loi du 2 août 2002 ont cherché à résoudre au moyen de l'article 6 reproduit ci-dessus. Cette disposition a suscité un certain nombre de questions au cours des travaux parlementaires, mais toutes ses incidences ne semblent pas avoir été aperçues, en tout cas examinées. Voici quelques questions et réflexions à ce sujet.

4. Les «frais de recouvrement pertinents» visés par la loi sont censés couvrir, d'une part, les frais administratifs et de gestion internes à l'entreprise pour assurer le recouvrement de ses créances, d'autre part les frais et honoraires de son avocat; à la suite des observations du Conseil d'Etat, les travaux préparatoires mettent clairement l'accent sur ce point⁴. C'est d'ailleurs parce que les frais et honoraires d'avocat sont ainsi couverts que le législa-

¹ Journal officiel, 8 août 2000, L200/35. Le terme «transaction» est évidemment utilisé de manière impropre, au regard de l'article 2044 du Code civil.

² Parmi lesquelles, ce n'est pas contesté, figurent les honoraires dus par les entreprises à leurs avocats. Le ministre de la justice a curieusement précisé que la loi était aussi applicable aux relations des avocats entre eux... (Sénat 12 juillet 2002, 2-1232/2, p. 11).

³ L'article le plus récent étant celui de Sylviane Velu dans le *Liber amicorum* Lucien Simont, «La non répétibilité des frais et honoraires de conseils est-elle compatible avec les exigences du droit d'accès à un tribunal?», Bruylant 2002, p. 221 et suiv.

⁴ Voy. notamment Chambre 22 mai 2002, 1827/001 et 1828/001, p. 11; Chambre 27 juin 2002, 1827/005, p. 14 et 20.

teur a précisé que l'indemnité à fixer par arrêté royal ne pourrait pas être cumulée avec l'indemnité de procédure de l'article 1022 du Code judiciaire, laquelle, on le sait, est destinée à couvrir en partie les prestations matérielles de l'avocat⁵ : il y aurait double emploi, très partiellement il est vrai.

Cela étant, on parle d'une future barémisation des honoraires d'avocat lorsque les indemnités auront été fixées par arrêté royal⁶. Est-ce bien vrai dès lors qu'à moins de procéder à de subtiles ventilations, les montants que fixera le Roi confondront les frais administratifs internes à l'entreprise et les honoraires d'avocat ? C'est une première question.

A mi-chemin entre les frais internes à l'entreprise et les frais d'avocat, l'intervention des sociétés de recouvrement sera-t-elle prise en considération dans la fixation des montants prévus ? La question a été évoquée à la Chambre, mais aucune réponse ne semble y avoir été apportée⁷.

Loin de porter ici un quelconque jugement de valeur sur ce que nous appelons les agents d'affaires, j'observe seulement qu'il serait logique que de tels frais ne soient pas pris en compte. De deux choses l'une, en effet : ou bien l'intervention de l'agent d'affaires est un échec ; généralement, aucune rétribution ne lui est due dans ce cas et il n'y a donc pas matière à remboursement. Ou bien cette intervention est un succès et alors les choses s'arrêtent là ; le créancier aura fait l'économie d'un jugement, et on l'imagine mal, ayant obtenu satisfaction en principal et intérêts, porter l'affaire en justice uniquement pour obtenir une indemnité pour frais de recouvrement ! L'abus de droit ne serait pas loin.

5. On aurait pu imaginer qu'à l'instar de certaines indemnités, le créancier puisse réclamer plus que le montant qui sera fixé par arrêté royal, à charge pour

lui de prouver que son préjudice est plus élevé⁸. Tel n'est cependant pas le système adopté, dès lors qu'il incombe au Roi de fixer des montants maxima, sans dérogation légalement prévue, et que ces maxima varieront en fonction du seul niveau de la dette.

Il est donc prévisible – sans connaître encore les montants qui seront fixés par le Roi – que dans un certain nombre de cas le dédommagement légalement prévu ne couvrira pas l'intégralité des frais et honoraires de l'avocat du créancier⁹. En somme, le législateur a fait un pas dans le sens de la répétabilité, mais sur le plan des principes les nouvelles indemnités ne seront pas différentes des actuelles indemnités de procédure : leur montant sera sans doute plus élevé, parce qu'il ne couvrira pas seulement les prestations matérielles de l'avocat¹⁰, mais les nouvelles indemnités seront fixées en fonction du même critère (le niveau de la dette).

6. Une réserve s'impose cependant, par rapport aux indemnités de procédure. Celles-ci sont en effet forfaitaires, et dues au créancier quelle que soit l'importance des prestations de son avocat. Dans le nouveau système, par contre, les montants à fixer par arrêté royal sont des maxima, ce qui veut dire que le débiteur pourrait fort bien soutenir que les frais réels de recouvrement sont, eu égard aux circonstances de l'espèce, inférieurs aux montants en question. Dans l'ignorance de ceux-ci, il est évidemment impossible de dire si l'hypothèse se présentera souvent ou non.

7. Revenons au créancier qui, en cas de recouvrement difficile, risque de ne pas voir ses frais intégralement couverts par les maxima à fixer. Peut-il préférer s'en tenir au système ancien, qui lui permettait de cumuler l'indemnité de procédure et, pour autant qu'il l'ait stipulée, l'application d'une clause pénale en cas de

retard de paiement ? Même si le régime des clauses pénales a été allégé en faveur des débiteurs¹¹, leur montant peut en effet rester important et sans doute plus apte à couvrir intégralement les frais de recouvrement que les nouveaux montants à fixer.

On sait cependant que l'article 1023 du Code judiciaire, qui n'a pas été modifié, répute non écrite « toute clause conventionnelle portant augmentation de la créance en raison de sa réclamation en justice », et que tombe sous le coup de cette interdiction la clause qui viserait à faire supporter par le débiteur les honoraires d'avocat payés par le créancier pour obtenir le recouvrement judiciaire de sa créance¹². Mais les praticiens savent aussi qu'on rencontre fréquemment des clauses qui, bien qu'évitant soigneusement toute allusion à une action en justice, ont en réalité le même objet, et l'on constate que bon nombre de juges en admettent la validité pour autant que leur montant soit raisonnable¹³. Supposons dès lors qu'en dépit de l'article 1023, cette pratique soit poursuivie. Quelle sera l'incidence de la nouvelle loi à son égard ?

Quant à l'existence même d'une clause pénale, d'abord : certes, la directive du 29 juin 2000 précise que « l'indemnisation raisonnable pour les frais de recouvrement doit être envisagée sans préjudice des dispositions nationales en vertu desquelles un juge national peut accorder au créancier des dommages et intérêts supplémentaires en raison du retard de paiement imputable au débiteur... »¹⁴ ; or, la clause pénale prévue par notre législation nationale peut précisément avoir pour objet de prévoir ces « dommages et intérêts supplémentaires »¹⁵. L'hypothèse de la clause pénale couvrant les frais de recouvrement paraît dès lors avoir été maintenue, dans son principe. On ne trouve cependant pas trace, dans la loi, de la faculté conférée par la directive, si ce ne sont les mots par lesquels débute l'article 6 aussi bien que les deux articles

Suite page suivante ►

5 Chambre 22 mai 2002, loc. cit.

6 Arrêté royal qui est en préparation depuis quelques mois (Chambre, 27 juin 2002, 1827/005, p. 22).

7 Chambre 27 juin 2002, op. cit., p. 14.

8 Ce qui sera le cas, vraisemblablement, lorsqu'il y aura contestation sur une question de principe ou de procédure, avec échange de conclusions consécutif.

9 Encore qu'au Sénat, le ministre de la justice ait précisé qu'il était « prévu que la totalité des frais d'avocat peut être réclamée » (Sess. 2001-2002, 2-1232/2, p. 12).

10 On peut du moins l'espérer.

11 Loi du 23 novembre 1998, insérée dans les articles 1226 et suiv. du Code civil.

12 Cass., 7 avril 1995, Pas. I, 403. En revanche, l'article 1023 ne vise pas les frais extra-judiciaires, spécialement les frais de recouvrement internes à l'entreprise (Ch. Biquet-Mathieu, Aspects de la réparation du dommage en matière contractuelle, Ed. Jeune Barreau Brux. 2000, p. 461 et suiv., sp. p. 515, note 191 et les réf.).

13 I. Moreau-Magréve, Variations sur un thème récurrent : la clause pénale, Mélanges P. Van Ommeslaghe, Bruylant 2000, p. 191 et suiv., sp. p. 216.

14 « Considérant » n° 17.

15 Ceci toujours en mettant entre parenthèses l'article 1023 du Code judiciaire : cf. supra.

précédents: «S'il n'en a été convenu autrement par les parties dans le respect de l'article 7...». Le législateur a-t-il entendu de la sorte réserver la possibilité de convenir d'un dédommagement plus favorable au créancier que celui prévu par l'article 6? Tout porte à croire cependant (et notamment la référence à l'article 7), que cette réserve vise les clauses qui sont plus favorables au débiteur que le «droit commun» de l'article 6, et non l'inverse. La réponse n'est donc pas évidente.

Supposons néanmoins, une fois encore, que les frais de recouvrement judiciaires puissent toujours faire l'objet d'une clause pénale sous le nouveau régime. Le principe étant acquis, ce régime est-il susceptible d'affecter le montant conventionnellement prévu? On sait qu'en raison de son caractère indemnitaire¹⁶, la clause pénale doit nécessairement correspondre à la réparation d'un préjudice¹⁷. Dans la mesure où une éventuelle clause pénale couvrirait un autre préjudice que les frais de recouvrement, elle ne sera pas affectée par les maxima prévus par la nouvelle loi puisque celle-ci ne vise précisément que lesdits frais de recouvrement: si, par exemple, la clause pénale vise à dédommager le créancier des difficultés dans lesquelles le retard de paiement le place à l'égard de ses propres fournisseurs, il n'y a pas de problème. Mais si – et dans la mesure où – la clause pénale vise à couvrir les frais de recouvrement, la question se pose de savoir si le dédommagement conventionnellement prévu pourra être supérieur au «montant maximal du dédommagement

raisonnable» tel qu'il sera désormais fixé par arrêté royal. S'agira-t-il d'un maximum absolu, ou seulement d'un maximum «relatif», non susceptible d'affecter une éventuelle fixation conventionnelle des frais de recouvrement par le biais d'une clause pénale? Le représentant du ministre de la justice s'est borné à préciser que si le dédommagement est «supérieur à celui qui est fixé par la loi en projet, le juge pourra le réduire, notamment en vertu de l'article 1231 du Code civil»¹⁸. Les tribunaux appliqueront-ils la réduction de manière systématique ou accepteront-ils, à la demande des créanciers, de faire jouer pleinement les clauses pénales, en particulier lorsque le recouvrement aura été difficile et coûteux? L'avenir le dira.

8. Tous les débiteurs sont-ils tenus, quelle que soit leur situation, de prendre en charge les frais de recouvrement?

Depuis toujours, le juge peut accorder au débiteur malheureux et de bonne foi un délai de grâce¹⁹. L'octroi d'un tel délai suspend-il la déduction du dédommagement pour frais de recouvrement? De Page aurait répondu par l'affirmative, comme il le fit en ce qui concerne l'application des clauses pénales. Mais il n'a pas été suivi par la Cour de cassation, qui estime que le terme de grâce n'exonère pas le débiteur de la responsabilité qu'il encourt pour n'avoir pas exécuté ses obligations dans les délais convenus²⁰. Il faut en déduire que les débiteurs même malheureux et de bonne foi sont désormais,

sauf cas de force majeure, tenus de supporter les frais de recouvrement de leurs créanciers.

Une solution plus souple aurait consisté, à l'instar de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile français, à permettre au juge de trancher dans chaque cas en tenant compte «de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée». Cette solution existe à l'état de projet en Belgique, depuis un certain temps. La loi du 2 août 2002 ne paraît pas l'avoir prise en considération.

9. Autre question que la nouvelle loi conduit à se poser: le législateur ne s'est apparemment pas soucié des frais, non de recouvrement, mais de défense exposés par le débiteur qui doit faire face à une demande injustifiée, par exemple lorsque les conditions de la compensation sont réunies ou que le débiteur est en droit d'invoquer l'exception d'inexécution. Ces frais sont-ils répétables à charge du créancier? Pas dans le cadre de la loi du 2 août 2002, qui fonctionne à sens unique. En revanche, s'il est établi que le créancier a commis une faute, en l'occurrence un abus du droit d'agir en justice, les frais de défense du débiteur devraient normalement être englobés dans le dommage dont il pourrait demander la réparation par voie de demande reconventionnelle, si du moins la jurisprudence en matière de responsabilité continue à évoluer dans le sens indiqué au début de cet article.

François Glansdorff

16 Voy. à ce propos Biquet-Mathieu, op. cit., n° 18 et suiv., et les réf.

17 Malgré son appellation, elle ne constitue pas une «pénalité» au même titre que les astreintes, par exemple. Encore qu'on a observé à juste titre «qu'un juge pourrait bien reconnaître le caractère indemnitaire d'une clause lors même qu'il serait convaincu de sa nature comminatoire, soit qu'il soit favorable par principe au rôle comminatoire des clauses pénales, soit qu'il estime que la punition, en l'espèce, est méritée en raison de l'attitude déloyale du débiteur» (Moreau-Margrève, op. cit., p. 207, note 51).

18 Chambre 27 juin 2002, 1827/005, p. 23. Voy. aussi Chambre 22 mai 2002, 1827/001 et 1828/001, p. 13.

19 Article 1244, al. 2 du Code civil.

20 Stijns, Van Gerven et Wéry, Chron. jur. oblig., JT 1999, p. 828, n° 18.

D.E.S. préparatoire

AUX FONCTIONS JUDICIAIRES: ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Le projet de Diplôme d'études spécialisées préparatoire aux fonctions judiciaires, adopté en son principe en décembre 2000, n'entrera pas en vigueur en septembre 2003. Sa mise au point doit néanmoins être poursuivie.

La réforme des études universitaires dite « de Bologne », le contexte auquel sont confrontés certains barreaux ainsi que la nécessité de finaliser le projet justifient le report de sa mise en vigueur.

Ses objectifs restent d'actualité :

- améliorer la formation initiale et l'uniformiser à tout le moins dans le ressort de l'O.B.F.G.,
- porter cette formation au niveau universitaire par souci d'exigence face aux concurrents et face aux initiatives visant à mettre sur le marché des secrétaires juridiques ou des gradués en droit ;
- mettre en place une formation de base commune aux futurs magistrats et avocats pour éviter les dérives de «cultures séparées»
- dispenser une formation concrète enrichie d'un maximum de pratique professionnelle, en ce compris la pratique acquise auprès d'autres professions;
- obtenir un financement public pour la mise en place de cette formation, qui ne reposera donc plus uniquement sur le désintéressement de certains.

Pour le surplus, il est renvoyé à la communication du bâtonnier Rigo dans la Tribune n° 3 de 2001, p.15.

Par essence, le DES est voué à se substituer à l'actuel régime de formation initiale sanctionnée par le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (C.A.P.A.) .

Le DES peut avoir des répercussions sur la situation financière des candidats pendant l'année qui suivra l'obtention de la licence ou bientôt de la maîtrise en droit. C'est une des conséquences de l'option choisie pour faire du barreau une profession réservée à des personnes qualifiées. Il convient certes d'en atténuer l'impact si faire se peut. Dans cette optique, il est envisagé d'offrir le plus large éventail d'options possibles laissant au récipiendaire le choix de son statut social et la faculté d'exercer une activité rémunérée notamment grâce au regroupement des cours et exercices pratiques sur un ou deux jours par semaine ou à leur étalement sur plus d'une année.

Toutes les pistes doivent être explorées pourvu que les objectifs soient atteints dans le respect de l'article 495 du Code judiciaire tel que modifié par la loi du 4 juillet 2001.

Les directeurs des quatre centres de formation professionnelle, la délégation de l'assemblée générale de l'Ordre des barreaux et les représentants de l'O.B.F.G. au comité d'accompagnement mixte barreaux - facultés de droits vont poursuivre leurs travaux.

Beaucoup de questions, d'interpellations et de réactions sont le reflet d'une information à parfaire. La leçon en sera tirée pour l'avenir à ce propos. Ainsi, une séance d'information des étudiants en droit est fixée au 3 décembre 2002 à 17 h à la Maison de l'avocat.

Les suggestions et remarques seront d'autant plus précieuses que le projet est à parachever.

N. Simar,
Commissaire à la formation

A. Delvaux,
Administrateur

Assurance

Une assurance soins de santé ET HOSPITALISATION POUR TOUS LES AVOCATS DE L'ORDRE DES BARREAUX

L'Ordre des Barreaux a souscrit une police «Soins de santé – Hospitalisation» auprès de la compagnie Swiss Life Belgium, à l'intervention du courtier Marsh et ce, à titre collectif pour l'ensemble des avocats francophones et germanophones. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2003.

Ce contrat a été négocié pendant plus d'un an par la commission «Assurances collectives» de l'Ordre des barreaux, après avoir mis en concurrence différentes offres de diverses compagnies. Cette police couvre les frais d'hospitalisation et de pré et post-hospitalisation (médicaments, prothèses, chambre, honoraires de médecins, soins ambulatoires...) ainsi que les frais ambulatoires en cas de maladie grave.

Avantages:

Pourvu que 60 % des avocats francophones et germanophones y souscrivent, ils pourront bénéficier des conditions de la police collective dont les avantages, outre les garanties accordées, sont les suivants:

- montant de la prime plus que compétitif avec, de surcroît, une immunisation de la taxe de 9,25 %.
- pas de délai d'attente pour les titulaires avocats ainsi que pour les membres de leurs familles, en cas d'adhésion immédiate.
- les frais résultant d'une affection préexistante sont couverts dès l'adhésion pour les titulaires ainsi que pour les membres de la famille, en cas d'adhésion immédiate.

Améliorations:

La commission a pu obtenir des améliorations significatives des garanties, par rapport à celles que comprenaient dans les anciennes polices collectives du barreau de Bruxelles et du barreau de Liège. Des garanties nouvelles, des extensions de couverture ainsi que des services ont été ajoutés:

1. Hospitalisation

- Coût de la chambre : la couverture journalière est illimitée.
- One-day clinique : le remboursement est garanti.
- Accouchement : la couverture est illimitée.
- Sous réserve de quelques exceptions, tous les frais médicaux et donc les honoraires médicaux, les frais de traitement et, de médicaments sont remboursés de façon illimitée. Des couvertures nouvelles sont prévues comme par exemple les frais de séjour d'un parent, du conjoint ou du cohabitant.

2. Pré et post hospitalisation

La durée de pré-hospitalisation est de 2 mois et de post-hospitalisation de 6 mois. Sous réserve de quelques exceptions, le remboursement des frais est illimité.

3. Maladies graves

La couverture est étendue à 27 maladies graves, sans limite forfaitaire.

4. Soins palliatifs

Cette couverture nouvelle garantit le remboursement des frais de soins palliatifs donnés dans un hôpital, un centre spécialisé ou à domicile.

5. Nouveaux services

- Assurcard: cette carte électronique permet à l'assuré de bénéficier du tiers payant lors d'une hospitalisation dans un établissement hospitalier affilié à ce système.
- Assistance et rapatriement: lorsque l'assuré tombe malade ou est victime d'un accident lors d'un séjour à l'étranger, la couverture prévoit son assistance et son rapatriement via la compagnie Mondial Assistance.
- Tiers payant en cas d'hospitalisation à l'étranger: en cas d'hospitalisation de l'assuré lors d'un séjour à l'étranger, il bénéficiera du système du tiers payant, c'est-à-dire que les frais seront pris en charge directement par l'assureur, sans débours pour l'assuré.
- Ligne Info: l'assureur met à disposition une ligne d'information pour toute question relative aux garanties ainsi qu'aux formalités à remplir en cas d'hospitalisation.

6. Primes

La prime annuelle par personne assurée pour l'exercice 2002 est fixée à:

- pour les titulaires (hommes et femmes) âgés de moins de 65 ans: 70,62 €
- pour les titulaires (hommes et femmes) à partir de 65 ans: 141,78 €
- pour les conjoints (hommes et femmes) âgés de moins de 65 ans: 76,60 €
- pour les conjoints (hommes et femmes à partir de 65 ans: 153,74 €
- pour les enfants célibataires âgés de moins de 25 ans: 38,30 €

Pour 2003, une majoration de l'ordre de 2,5 % est prévue.

7. Franchise

La franchise est de 250 € par an et par assuré.

8- Durée

Le contrat est conclu pour une durée initiale de 2 ans. La date d'entrée en vigueur est fixée au 1.1.2003.

Plus d'informations sur la police :

- ligne info : 02 238 85 55
- www.avocats.be département assurances.

Jean-Pierre Poncelet,
Administrateur.

L'assemblée générale des 14 bâtonniers se réunit une fois par mois. Une fois sur deux, elle est accueillie dans l'un des barreaux francophones ou germanophone. En octobre 2002, elle s'est tenue à Tournai. Le bâtonnier a accepté à cette occasion de présenter son barreau.

L'arrondissement judiciaire de Tournai dont les limites correspondent aux frontières du Hainaut Occidental s'étend des confins de la Flandre Occidentale, du Nord de la France jusqu'aux abords du Borinage. Avec le tracé de la frontière linguistique en 1963, les communes les plus occidentales, antérieurement rattachées à l'arrondissement judiciaire de Courtrai et d'Ypres (Ploegsteert, Warneton, Comines et Mouscron), sont venues le rejoindre. Il comprend quelque 290.000 justiciables.

Les institutions judiciaires, outre l'éparpillement des justices de paix dans les quelques cantons que les dernières réformes ont laissé subsister, sont elles-mêmes disséminées en ville, le Palais de justice de Tournai n'étant plus à même d'accueillir que les services du parquet, ceux du tribunal de 1ère instance (à l'exclusion de la jeunesse) et les salles d'audiences.

L'arrondissement a vu, à l'instar d'autres régions du Hainaut, son tissu industriel gravement entamé par les bouleversements économiques de la fin du siècle dernier.

Si quelques uns des grands secteurs de l'industrie traditionnelle subsistent (bassin carrier ; textile ; industrie agro-alimentaire au cœur d'une région agricole), l'arrondissement vit essentiellement de dynamismes sous-régionaux, notamment à l'ouest de son territoire qui bénéficie, du trop plein des zonings industriels du courtrais. Ce sont, pour l'essentiel, les P.M.E. qui permettent la préservation des emplois.

C'est dans cet environnement économique difficile que les 160 avocats que compte le barreau de Tournai développent leurs activités.

La structure du barreau de Tournai ne diffère guère de celle de ses voisins puisque l'on y compte quelques 15 % d'avocats stagiaires tandis que près de 60 % des avocats a moins de 40 ans. Le conseil de l'Ordre se compose de 14 membres, outre le bâtonnier.

Les avocats du barreau de Tournai participent activement à l'aide juridique de première ligne et de deuxième ligne, la demande étant particulièrement importante. Depuis de très nombreuses



années, le barreau avait anticipé sur l'aide de première ligne en décentralisant dans les CPAS de l'arrondissement certaines permanences de l'ancien BCD.

Institution particulière à notre arrondissement, l'Etablissement de Défense Sociale de la Communauté française génère une activité particulièrement importante pour les avocats stagiaires. Au début de leur stage, ils se voient désignés quelques internés qu'ils sont chargés de suivre, de préférence aux désignations ponctuelles à l'occasion des comparutions devant la Commission de Défense sociale.

Depuis quelques années, les institutions judiciaires qui demeuraient à la traîne ont vu par le développement d'un management approprié, l'arriéré se résorber pour permettre des fixations qui, en règle, interviennent dans des délais relativement raisonnables. Le parquet de Tournai connaît, quant à lui, la même désaffection que dans de nombreux autres arrondissements judiciaires, ce qui crée un déséquilibre entre le traitement des affaires civiles et pénales. C'est toutefois au tribunal de police que la situation est devenue critique, les affaires civiles étant fixées à 18 ou à 20 mois. Il faut dire que la création des tribunaux de police contenait en germe les très graves dysfonctionnements actuels, le nombre de magistrats indispensable ayant été manifestement sous-évalué par le ministère de la justice, ce qui ne pouvait

entraîner, à terme, que son asphyxie annoncée et programmée dès l'origine.

Bornée au nord par l'arrondissement judiciaire de Courtrai et au sud par le barreau de Lille, la relative torpeur économique de l'arrondissement est paradoxalement confrontée à l'activité et au dynamisme important de la métropole lilloise et de l'arrondissement de Courtrai. De très nombreuses collaborations se nouent entre cabinets de l'un ou l'autre ou de chacun de ces arrondissements.

A l'instar du monde économique dont le dynamisme trans-frontalier est encouragé, notamment par les chambres de commerce et d'industrie, le barreau ne raisonne plus en termes de sous-régions mais d'euro-régions. Le barreau de Tournai participe activement au cartel des professions juridiques regroupées au sein de "Lille, Place juridique" qui est à l'origine d'importants contacts entre le monde économique et le monde juridique du Nord de la France.

Avec les barreaux de Courtrai et de Lille, il a mis sur pied un partenariat qui se développe autour de trois axes : favoriser la formation des jeunes avocats en leur permettant de suivre une partie de leur stage dans un des deux autres barreaux ; L'établissement d'une liste d'avocats référents disponibles pour répondre à toute interrogation d'un confrère d'un des deux autres barreaux sur toutes questions juridiques courantes ; mise à disposition des membres de chaque barreau de nos bibliothèques avec consultation par fax.

Si l'on se souvient qu'entre 1667 et 1709, Tournai fut le siège du Parlement des Flandres y installé par Louis XIV, cette gloire judiciaire éphémère n'a laissé d'autres traces que le souvenir que les historiens en perpétuent. C'est pourtant dans ce dynamisme européen à reconstruire que le barreau de Tournai trouvera les ouvertures culturelles, économiques et sociales et, partant, professionnelles, propices à son essor.

Pascal Chevalier,
bâtonnier de l'Ordre des avocats
de Tournai

Opération

premier conseil à 25 €,

LA PRESSE EN PARLE...

Le lancement de la campagne premier conseil à 25 € a reçu un accueil très favorable tant du côté des avocats de l'Ordre des barreaux qui s'y sont inscrits en nombre, que du côté des médias.

Extraits:

«Depuis le 1er octobre, on peut faire choix d'un avocat pour une brève consultation au cours de laquelle ce dernier donne un premier avis juridique d'orientation»

(Le Soir-8.10.2002)

« En mettant un chiffre à côté d'une consultation, l'Ordre des barreaux facilite l'accès à l'avocat et permet au citoyen de se rassurer quant à sa situation»

(L'Echo-5.10.2002)

«Selon le bâtonnier J. Van Drooghenbroeck, une centaine d'avocats du barreau de Nivelles (sur 290) ont déjà fait connaître leur adhésion à l'opération»

(Vers l'Avenir-8.10.2002)

«One of the missions of lawyers taking part will be to advise potential litigants on the wisdom of pursuing legal action through the courts»

(The Bulletin-03.10.02)

«Tout le monde doit participer au bon fonctionnement de la justice, les avocats aussi..., c'est pourquoi l'Ordre des barreaux francophones et germanophones a décidé de faciliter l'accès à l'avocat en relançant l'opération «premier conseil à 25 €».

(Téléoustique- 2.10.2002)

«Bon nombre de justiciables hésitent à pousser la porte d'un cabinet d'avocat, par peur, non seulement de devoir acquitter des honoraires exorbitants, mais aussi d'être entraîné dans une procédure qui leur fait peur»

(La Libre Belgique – 30.09.2002)

«Avant de se lancer dans une procédure judiciaire, il est bon de consulter un homme de loi qui puisse rapidement évaluer vos chances de succès et vous dresser succinctement un portrait des étapes qui vous attendent, notamment sur le plan financier»

(La Dernière Heure- 5.09.2002)

Mais encore :

Y ont fait écho, Rtl-tvi, et Bel Rtl le 30 septembre, La Rtb1 le 1.10.02. Nous avons été invités à matin première le 1^{er} octobre, et à Télébruxelles le 29 octobre 2002...

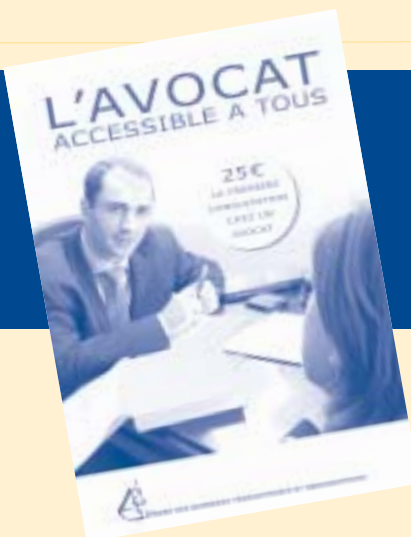
Plus d'infos:

www.avocats.be

Pour en savoir plus sur l'opération 25 €, liste des participants, formulaire d'adhésion, brochures et affiches...

consultez la rubrique «coût de l'avocat».

Il est encore temps de vous y inscrire!



Florence van de Putte,
Directrice de la communication.

Calendrier des formations

EN MÉDIATION FAMILIALE

1. Sensibilisation à la médiation en général

17 et 18 janvier à Liège et 14 et 15 mars à Arlon

Ce séminaire de 16 heures s'adresse à tous les avocats (et autres juristes) qui veulent savoir ce qu'est la médiation comme complément ou alternative aux solutions judiciaires des conflits, qui veulent savoir quand recommander la médiation ou qui souhaitent découvrir leurs aptitudes et compétences à être médiateur. Ces deux jours de sensibilisation sont nécessaires pour suivre ultérieurement la formation de base en médiation familiale.

2. Formation de base en médiation familiale

à partir du 14 février 2003

Réservée aux juristes intéressés à recommander la médiation ou à devenir médiateur familial

3. Formations complémentaires en médiation familiale

Réservées aux avocats et autres juristes qui ont déjà suivi une formation de base en médiation familiale

- 31 janvier et 1 février 2003

La place des enfants et des adolescents en médiation familiale (Nivelles)

- après-midi des 14 février, 21 février et 14 mars

Psychologie du couple et de la famille : 3 après-midi pour mieux comprendre la constitution d'un couple, les crises de couples, les recompositions familiales et la situation des enfants lors des ruptures de leurs parents.(région de Namur)

- après-midi du 3 avril et journée du 4 avril 2003

Un processus pour comprendre le travail de deuil en médiation (Bruxelles)

- 9 mai 2003 et 16 mai 2003

Outils de communication empathique et de gestions de conflits (Bruxelles)

4. Supervisions en médiation familiale

à partir du 14 janvier 2003

Réservées aux médiateurs familiaux qui ont une pratique d'entretiens (par groupe de 3 séances avec 4 participants): avec Isabelle de Bauw avocat et médiateur familial: le 14 janvier, le 18 février, le 25 mars 2003 de 14h à 16 heures et avec Evelyne Vink, médiateur familial : le 23 janvier, le 27 février, le 27 mars , le 29 avril le 15 mai 2003 de 17h30 à 19h30.

Plus de détails:
Evelyne Vink
mediation@avocat.be

<http://www.mediationfamiliale.be> a fait peau neuve

Vous y trouverez bon nombre d'informations sur la médiation et les conflits familiaux ainsi que la liste des médiateurs familiaux classés par arrondissements judiciaires et par communes. Les formations organisées par l'Ordre des barreaux y sont répertoriées. Le site est très régulièrement mis à jour.

Calendrier

Calendrier des formations

AGRÉÉS PAR L'ORDRE DES BARREAUX

Plus de détails, dans le calendrier/ des formations sur le site www.avocats.be.
l'assistance à une heure de formation juridique correspond à un point de formation permanente

"Le droit processuel et judiciaire européen"

le 13 décembre 2002 (toute la journée)

Organisation :

Université de Liège
Faculté de droit
Centre interuniversitaire de droit judiciaire

Lieu :

Auditoire Portalis de la faculté de droit de l'université de Liège
Bd du Rectorat, 7 - Bât.B31 - 4000 Liège

Prix :

125 €. A verser sur le compte 340-0904574-87 du Patrimoine Universitaire de Liège
communication : «Colloque Centre interuniversitaire de droit judiciaire»

Contact :

michele.paulet@ulg.ac.be
Fax: 04 366 28 03

Formation permanente :

6 points

Comprendre votre différence,



A la Caisse Privée Banque, notre volonté est claire: considérer chaque client comme un être à part, porteur de projets uniques. Dans un monde de prêt-à-porter bancaire, nous ambitionnons de confectionner chaque jour des solutions sur mesure. Les moyens de cette ambition nous sont aujourd'hui donnés par notre adossement au

groupe ING, qui nous permet à la fois de cultiver notre identité, d'élargir notre expertise et de renforcer ce qui a toujours fait notre spécificité : le conseil financier et une gamme de services spécialement adaptée aux professions juridiques. Vous ressentirez très vite les bienfaits de cette approche différente : votre conseiller financier

Calendrier

Calendrier des formations

AGRÉÉS PAR L'ORDRE DES BARREAUX

L'accès à la justice

Le 28 mars 2003

Organisation :	Ordre des barreaux francophones et germanophone, avec le soutien du barreau de Nivelles
Lieu :	Salle Aula Magna à Louvain-la-Neuve
Prix :	100 € pour les avocats de l'Obfg, 50 € pour les stagiaires, 120 € pour les autres
Contacts :	65, av. de la Toison d'Or - 1060 Bruxelles Tél. : 02 648 20 98 Fax : 02 648 11 67 Email : info@avocat.be Plus d'infos sur notre site : www.avocats.be
Formation permanente :	7 points

c'est faire la différence.



n'a pas de produits à vendre, mais des solutions à proposer. Ici, on ne parle pas seulement de banque et d'assurances, mais d'une gestion globale, dynamique et professionnelle de vos avoirs. Vous avez des projets qui donnent un sens à votre vie ? Laissez-nous vous donner les moyens de les concrétiser.

ING  CAISSE PRIVÉE BANQUE

Place du Champ de Mars 2 - 1050 Bruxelles
Tél.: 02/518 92 11 - Fax: 02/513 58 94 - www.cpb.be

Calendrier

Calendrier des formations

AGRÉÉS PAR L'ORDRE DES BARREAUX

"Cycle de formation à la pratique du droit communautaire" cycle de février à avril 2003

Organisation :

ULB - Institut d'Etudes européennes

Avec le soutien de l'Action Robert Schuman (sensibilisation des professions juridiques au droit communautaire) de la Commission européenne.

Lieu :

IEE, 39 avenue F.D. Roosevelt
1050 Bruxelles

Prix :

Droits d'inscription : 371,84 €
Comprenant l'accès aux cours et la documentation

Inscriptions :

via le compte de l'ULB 210-0429400-33. avec la mention «pour compte KD0204R00001 – Action Robert Schumann» Date limite d'inscription 06/01/2003

Contact :

Institut d'Etudes européennes – ULB
39, avenue F.D. Roosevelt – 1050 Bruxelles

Mme J. De Ligne : 32.2.650 30 93

Mme C. Smits : 32.2.650.44.82

Mme A. De Walsche : 32.2.650.49.69

Fax : 32.2.650.30.69

**Surfez
nuit et jour
pour 1 euro
par jour.**



Brutélé
Le monde au bout du câble.

Abonnez-vous en ligne
sur notre site :

www.brutele.be

Offre exceptionnelle en cours !
Renseignez-vous au :

0800 800 25

Congrès

Congrès

SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE

L'accès au droit et à la justice est un droit fondamental dans notre pays. La conviction du barreau est profonde à cet égard et la volonté de ses organes représentatifs déterminée à l'inscrire au rang de ses priorités. L'objectif du congrès est d'évaluer l'efficacité des moyens mis en œuvre jusqu'à présent et de fixer les lignes d'action qui devraient faire du droit à l'accès à la justice une réalité pour tous. Les travaux seront essentiellement juridiques et orientés sur l'accessibilité de l'avocat (baj-barémisation – répétibilité- assurance protection juridique). Une interpellation du monde politique est également prévue sur ce thème de brûlante actualité et ce, à quelques mois des prochaines élections législatives. Les présidents des principaux partis francophones ont accepté de participer à ce débat. Plus de détails vous seront donnés dans la prochaine Tribune et sur le site www.avocats.be

«Congrès de l'Ordre des barreaux sur l'accès à la justice»

le 28 mars 2003 à l'aula Magna à Louvain-la Neuve

Matinée

Sous la présidence de Me Robert De Baerdemaeker, avocat au barreau de Bruxelles et administrateur de l'Ordre des barreaux, 4 orateurs prendront la parole dans le grand auditorium de l'Aula Magna. Me Vincent Thiry sur le BAJ, Me Eric Boigelot, sur la répétibilité des honoraires, Me Eric. Balate sur la barémisation des honoraires, et enfin, la vice-première ministre L. Onkelinx présentera personnellement son projet sur l'assurance protection juridique.

Après-midi

L'auditorium du matin sera divisé en quatre commissions de réflexion, consacrées aux mêmes thèmes. Elles sont composées d'avocats, de représentant du monde associatif, de représentants de Test achats, de représentants de barreaux étrangers qui viendront nous livrer leur expérience.

Soirée

La synthèse des travaux en commissions sera réalisée par M. Christian Panier, président du tribunal de première instance de Namur
La journée se clôturera par un débat entre les présidents des partis francophones sur l'accès à la justice, suivi d'un cocktail dînatoire.

Avocats Sans Frontières

BELGIUM

Avocats Sans Frontières Belgium : 10 ANS DEJA !

le 14 décembre

ASF fête ses 10 ANS d'existence. L'occasion de faire le point sur le chemin parcouru et d'envisager l'avenir. Le moment aussi de réfléchir ensemble au rôle qu'une association issue du monde des avocats peut jouer dans les grandes questions d'aujourd'hui.

Le 14 décembre, JOURNÉE DE RÉFLEXION* suivie du cocktail de l'amitié

* Le détail de la journée et les informations pratiques vous parviendront d'ici peu.

*Droit et libertés, Droit et développement, Droit et conflits, Droit et mondialisation ...
Des témoignages du sud, des interpellations critiques, des débats ...*

Afin de permettre d'organiser au mieux cette journée, ASF a besoin de vous. Nous faisons appel à votre générosité (compte n° 630-0239414-77 ouvert spécialement à cet effet auprès de la Caisse Privée Banque).

Avocats Sans Frontières est une association créée en 1992 qui, œuvrant dans le domaine du droit et de la justice, veut contribuer à un monde plus juste et plus solidaire. Dans cette perspective, ASF travaille à la promotion et à la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des personnes et des peuples.

Avocats Sans Frontières, rue Royale n° 123, 1000 Bruxelles
tél. : 02/223.36.54 - fax : 02/223.36.14 - Website : www.asf.be - Email : info@asf.be

Huissier

Exécution des jugements

PAR HUISSIER À LA REQUÊTE D'UN AVOCAT

Le président de la chambre nationale des huissiers de justice a saisi le président de l'Ordre des barreaux d'une difficulté qui se présente régulièrement à l'occasion de l'exécution d'un jugement par un huissier, lorsqu'il est mandaté par un avocat.

Il arrive fréquemment que l'avocat convienne avec la partie adverse, ou avec son conseil, des paiements qui s'exécuteront directement entre ses mains. Souvent, l'huissier n'est pas informé de manière systématique du suivi de ces paiements, de telle sorte qu'il se trouve dans l'impossibilité de pouvoir communiquer un décompte exact, lorsque celui-ci lui est réclamé. Par ailleurs, l'huissier risque d'accomplir des actes d'exécution alors que les engagements pris par le débiteur sont respectés auprès de l'avocat.

La chambre nationale suggère donc de recommander aux avocats que dès l'instant où un dossier est transmis à un huissier en vue de la signification et de l'exécution d'une décision de justice, tous les paiements à effectuer par la partie débitrice le soient entre les mains de l'huissier.

Le conseil d'administration de l'Ordre des barreaux a estimé ne pouvoir faire droit à l'intégralité de cette demande. Il considère que lorsque des acomptes sont versés directement entre les mains d'un avocat, celui-ci doit en aviser l'huissier,

l'exécution étant suspendue et ne devant être reprise que si l'avocat y invite l'huissier, par exemple lorsque les mensualités convenues ne sont pas payées. En revanche, le conseil d'administration estime qu'il ne peut être recommandé aux avocats de faire systématiquement payer les acomptes entre les mains des huissiers. Ces questions doivent être réglées au cas par cas.

Pierre Corvilain
administrateur

Chiffres

Le coin des chiffres

OBLIGATIONS FISCALES

L'administration fiscale a revu sa position en matière de déductibilité des frais d'huissier de justice. Depuis 1981, elle avait admis que les sommes reprises à la colonne 15 du livre-journal des avocats (frais de justice et d'huissier) ne fassent pas l'objet de fiches individuelles 281.50. Ce n'est plus le cas.

Dès l'année 2002, ces frais (au-delà de 125 € par bénéficiaire) ne seront considérés comme des frais professionnels, et donc déductibles, que s'ils sont justifiés par la production de fiches individuelles 281.50 et d'un relevé récapitulatif 325.50.

Livre

Vient de paraître!

"LE RÔLE DU CONSEIL EN MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE"

"Le rôle du conseil en médiation civile et commerciale"
d' Avi Schneebalg et Eric Galton, aux éditions Kluwer -
Collection Pratique du Droit, ISBN 90 5062 927 X.
commande: 0800/16868- prix 67.02 €.

Avi Schneebalg, avocat au barreau de Bruxelles, est aussi pionnier, formateur et propagateur infatigable et passionné de la médiation commerciale en Belgique et ailleurs. Il vient de publier un ouvrage avec son mentor texan Eric GALTON, intitulé "Le rôle du conseil en médiation civile et commerciale".

Dans cet ouvrage éminemment pratique et d'une lecture agréable, les auteurs enseignent à l'avocat praticien l'art et la manière de défendre les intérêts bien compris du client dans le cadre d'une médiation, définie comme "un processus confi-

dentiel de résolution des conflits dans lequel un tiers neutre et indépendant-le médiateur-facilite, structure et coordonne les négociations des parties en litige en vue d'aboutir à une solution amiable".

Dès lors que l'"esprit" de la médiation est très différent de celui de l'affrontement qui prévaut hélas souvent devant un juge ou un arbitre, les avocats doivent acquérir de nouvelles habitudes et techniques pour aider leurs clients (et le médiateur...) à dégager en peu de temps une solution "gagnant-gagnant", qui sauvegardera leurs véritables intérêts tout en préservant, voire en améliorant la relation avec l'autre partie.

Comme la médiation est appelée à se développer chez nous comme dans le reste du monde, ce guide pratique arrive à point nommé!

Florence van de Putte

Opération

L'avocat dans l'école

OPÉRATION



L'opération est reprise à partir du 10 mars 2003

Inscriptions pour les écoles et les avocats y participant: du 1 février au 28 février 2003
Auprès du responsable du barreau concerné

Plus d'info : www.avocats.be

Opération

Premier conseil à 25 €

OPÉRATION



L'opération se poursuit...

Les brochures et les affiches sont à votre disposition

Plus d'info : www.avocats.be

Les affiches et les brochures de l'Ordre des barreaux peuvent être obtenues gratuitement à la Maison de l'avocat ou peuvent être demandées par mail à marie.joyeux@avocat.be

A LOUER

Plateaux de bureaux dans un immeuble très fonctionnel et agréable situé au 15 rue Blanche à Ixelles (derrière l'avenue Louise, côté hotel Conrad Hilton), à deux pas de la place Stéphanie et 10 minutes à pied du Palais de justice. Idéal pour cabinet d'avocats.

- Plateau 1: 400 m² divisibles en 2, 3ème étage (5 parkings couverts)
- Plateau 2: 400 m², 5ème étage (5 parkings couverts)
- Plateau 3: 270 m² + terrasse de 50m², 6ème étage (5 parkings couverts).

Loyer bureaux: de 100 à 125 Euros /m²/ an + charges et précompte immobilier.
Loyer parkings: 1.250 Euros/an/parking

Stephane Wajskop
(swajskop@skynet.be ou 0475/582796)

A LOUER

Ophain, à la limite de Braine-l'Alleud, à proximité du Ring de Bruxelles

85 m², rez-de-chaussée, convenant pour profession libérale, anciennement cabinet médical semi-équipé (cabinet, salle d'examen, salle d'attente, 2WC, couloir de séparation) + parking extérieur 3 voitures

Tél. 0472/35 01 58



Vous nous avez toujours témoigné votre passion.
Juste retour des choses. La nouvelle Classe E.



Mercedes-Benz

Modèle E 220 CDI: Emission CO₂ (gr/km): 167 - Cycle mixte (l/100 km): 6,3 - www.mercedes.be - Donnons priorité à la sécurité.

Formulaire à renvoyer avant le 31 décembre 2002 : 65 avenue de la Toison d'Or - 1060 Bruxelles
par fax : 02 648.11.67 - info@avocat.be

Barémisation & répétibilité DES HONORAIRES, DEUX SUJETS SENSIBLES !

En vue de la préparation des travaux du congrès consacré à l'accès à la justice qui se tiendra le 28 mars 2003 à l'Aula Magna à Louvain-la-Neuve, la Tribune de l'Ordre des barreaux prend la température, par le biais d'un sondage délibérément succinct.

La barémisation des honoraires déterminée par les Ordres et non par le législateur est prohibée par la réglementation européenne¹. Toutefois, une grande partie du public et de nombreux avocats y sont favorables. S'il fallait réinstaurer un tel système, sur quelle base devrait-il l'être ? C'est l'objet des premières questions du présent sondage.

La répétibilité des honoraires, c'est-à-dire la prise en charge de ceux-ci par la partie succombante à un procès, est un autre principe qui touche l'accès à la justice. Son instauration raisonnée aurait incontestablement une incidence sur le nombre des procès et, dès lors, sur la résorption de l'arriéré judiciaire. Par ailleurs, un système de répétibilité pourrait être lié à la barémisation des honoraires.

¹ CJCE 19.02.2002 (JT 2002, p.462)

Q1. Etes-vous favorable à la barémisation des honoraires?

- ☐ NON
- ☐ OUI
- ☐ Oui mais à certaines conditions (voir question 2)

Q2. Si vous êtes favorable à la barémisation des honoraires, c'est à l'une des conditions suivantes:

- ☐ que celle-ci soit établie sur proposition du barreau par l'autorité publique
- ☐ que celle-ci soit établie par une autre instance et, dans cette hypothèse, laquelle:

Q3. Etes-vous favorable au principe de la répétibilité des honoraires:

- ☐ NON (voir question 4)
- ☐ OUI
- ☐ Oui mais à certaines conditions (voir question 5)

Q4. Si vous n'êtes pas favorable au système de répétibilité des honoraires, seriez-vous favorable à une augmentation sensible des indemnités de procédure existantes?

- ☐ OUI
- ☐ NON

Q5. Si vous êtes favorable à la répétibilité, c'est à l'une des conditions suivantes:

- ☐ que le principe de répétibilité soit automatique sur base d'un barème pour autant que celui-ci existe (soit l'application du barème)
- ☐ que le principe de répétibilité soit automatique même s'il n'existe pas de barème (et porte donc sur les honoraires fixés par l'avocat)
- ☐ que ce soit le tribunal qui fixe le montant des honoraires mis à charge de la partie succombante